Les risques du métier. Partie 2

Daniel Cefai et Valérie Amiraux

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/832>
DOI : 10.4000/conflits.832
ISSN : 1777-5345

Éditeur :

CCLS - Centre d'études sur les conflits liberté et sécurité, L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2002
ISBN : 2-7475-3432-4
ISSN : 1157-996X

Référence électronique

Daniel Cefai et Valérie Amiraux, « Les risques du métier. Partie 2 », *Cultures & Conflits* [En ligne], 47 | automne 2002, mis en ligne le 29 avril 2003, consulté le 30 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/832> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/conflits.832>

Ce document a été généré automatiquement le 30 mars 2021.

Creative Commons License

Les risques du métier. Partie 2

Daniel Cefai et Valérie Amiraux

Situations de violence

L'enquête sur des situations de violence pose des problèmes particuliers. Comment mener une ethnographie du « génocide » au Rwanda ou du « nettoyage ethnique » en Bosnie ? Comment rendre compte des conflits armés où les limites fixées par le code de la guerre ne sont plus respectées, et dont on dit parfois que les protagonistes ont « perdu toute limite » et « agissent comme des barbares » ? Comment décider que le viol et le pillage ont été érigés en stratégie militaire et s'inscrivent dans un projet cohérent ? Comment travailler sur la torture, racontée quarante ans après par les témoins d'Algérie à Raphaëlle Branche ?¹

Certaines régions du monde se sont petit à petit fermées à l'enquête, comme les zones du Pérou contrôlées par le Sentier Lumineux². En Colombie, les risques d'enlèvement ou d'assassinat sont devenus très élevés, limitant d'autant les possibilités de circuler dans le pays et augmentant les dangers encourus par les informateurs. En situation de révolution ou de guerre, l'enquêteur en est souvent réduit à témoigner d'événements vécus à la première personne, sans pouvoir bénéficier de sources extérieures d'information, en étant étroitement dépendant de sa position en un lieu et un moment donnés. C'est ce qui est arrivé à Xavier Bougarel³, enfermé, selon ses termes, dans une « perspective serbe » sur la guerre. La raison n'en est pas l'adhésion, les yeux fermés, à un projet politique ou à un programme idéologique, encore que la saturation de l'espace de l'information par la propagande puisse à son insu emprisonner le libre jugement de l'enquêteur. Outre que sa vue sur les choses est cadrée par les versions des acteurs qu'il a sous la main et forcée par les messages partiels qui le bombardent, l'enquêteur est emporté par le raidissement de la logique ami-ennemi propre à tous les conflits. On lui demande de prendre parti. Il partage un quotidien de pénurie, de peur et de haine. Il survit sous les bombes et les tirs, il est affecté par l'horreur de la mort. Les solidarités primaires se resserrent, à la mesure de l'isolement, de la perte des routines, de la compassion pour les disparus, du froid et de la faim⁴. L'enquêteur ne peut plus se payer le luxe d'être à la fois *uninsider* et un *outsider* : il est pris dedans, attaché à un lieu, soumis au même débousolement que ses voisins, tenu par un devoir

de solidarité, inséré dans des multitudes de petites interactions qu'il lui est interdit de relativiser sous peine de passer pour un traître.

Deux phénomènes font alors saillance : la rumeur et le silence. Les rumeurs émergent pour pallier le manque de circuits de communication officiels ou habituels. Elles ne sont pas seulement des phénomènes spontanés, elles sont produites et renforcées par les stratégies de guerre psychologique, de matraquage idéologique ou de propagande partisane. Dans des cas moins extrêmes, la tâche n'en est pas moins compliquée. En l'absence d'un espace public où les informations circulent librement, dont le processus de fabrication peut être retracé et qui peuvent être évaluées, recoupées, pondérées et contredites, il devient difficile de se faire une opinion. L'enquêteur ne peut que s'appuyer sur les réseaux de « personnes de confiance » dont il dispose sur place, mettre ensemble des récits qui dans le feu de l'action n'ont qu'un statut présomptif, mobiliser sa connaissance des protagonistes, de leurs stratégies et de leurs intérêts pour séparer le factuel, du vraisemblable, du douteux et du faux. Faute de pouvoir attester de certains faits - des réunions secrètes et décisives, des lieux rendus inaccessibles, des éléments de preuve détruits - l'enquêteur s'appuie sur des faisceaux d'indices, éclairés par les mises en intrigue proposées par les acteurs et ordonnés dans le cadre de son explication et de son interprétation.

En contrepoint du tapage idéologique, le silence est souvent une stratégie de survie et de résistance des dominés. La « culture de la peur » peut provenir d'une routinisation de la terreur⁵, qui peu à peu corrompt jusqu'aux liens de voisinage, d'amitié et de famille. Les pratiques d'intimidation, de torture et de disparition créent un climat d'insécurité chronique et réduisent au silence. Le secret ou la dissimulation, la politesse et la servilité sont des stratégies de survie et de résistance, non sans ambivalence : bouclier contre la violence, réelle ou symbolique, ils sont aussi un « puissant mécanisme de contrôle », qui prévient la constitution d'une mémoire collective, la levée d'actions revendicatrices et la prise de parole en public, l'engagement d'enquêtes et la punition des coupables, la dénonciation pure et simple d'un régime politique. Le témoignage accordé à l'enquêteur n'en a alors qu'un sens plus fort. Les femmes guatémaltèques qui racontent à Linda Green les histoires d'assassinat et de disparition de leurs pères, frères, maris et fils et les violences qu'elles ont subies, surmontent la peur que leurs voisines viennent à l'apprendre, courent le risque de mourir pour une forme de « devoir de mémoire », tentent de mettre en mots l'horreur qu'elles ont vécue et en appellent au sentiment d'injustice de leur interlocutrice et de ses lecteurs⁶. Raconter des histoires, c'est retrouver un sens et en témoigner pour autrui.

Les expériences de domination doivent être recadrées par rapport à d'autres grandeurs d'échelle, recoupées avec d'autres récits d'expérience, confrontées avec les déclarations des différentes parties⁷. L'enquêteur peut se retrouver pris dans les engrenages extrêmes de la « sale guerre » (*dirty war*), comme celle de la Renamo au Mozambique, qui n'épargne personne, détruit les biens et brise les corps, éparpille les familles et sème la terreur⁸. Il peut aussi, dans des situations moins radicales de régulation de la violence par l'Etat, reconstruire les systèmes de forces qui tentent d'imposer des cartographies hégémoniques de la réalité. Il montre alors comment l'usage ou la menace de l'usage de la violence physique, en tout arbitraire et hors la loi, par des appareils de répression, des polices parallèles, des réseaux d'indicateurs et des milices armées, peut s'accommoder du recours à des formes plus subtiles de violence symbolique dans la vie quotidienne. Il décrit, à côté des stratégies les plus voyantes de matraquage idéologique, les dispositifs institutionnels qui quadrillent de façon

capillaire ou moléculaire le monde social, assurant une discipline des corps et des esprits et normalisant les rapports de pouvoir⁹. La complicité du consentement, de gré ou de force, se joue dans les micro-interactions entre gouvernants et gouvernés. Elle vole en éclat quand les tactiques secrètes de résistance sont projetées au cœur de l'espace public et prennent la forme d'un conflit social ou politique et d'une libération de la parole contestatrice¹⁰.

Le rapport entre enquêteurs et enquêtés est donc grevé par cette multitude de processus de définition de situations et de maîtrise d'interactions auxquels les uns et les autres coopèrent, non sans asymétries, incompréhensions, manipulations et parfois, violences. Il serait pour autant réducteur de limiter la réflexion sur les risques du métier de chercheur en sciences sociales à ce seul moment de la relation entre enquêteur et enquêtés. L'expérience de l'enquête se poursuit en effet dans l'épreuve de la restitution des résultats, de leur publication, de leur mise en circulation dans des espaces de discussion non plus limités aux scènes des sites de l'enquête, mais élargis aux horizons de la diffusion auprès de publics de spécialistes et de profanes. Interviennent alors de nouveaux risques tout autant constitutifs du métier de chercheur : ceux liés à des types de réception, d'utilisation et d'application de ces résultats. Les risques sont alors ceux qu'encourt le chercheur dans l'exercice de l'autre part de son office, la publicisation, la restitution et l'instruction des informations et des connaissances qu'il a pu acquérir. L'engagement problématique se poursuit, toujours en lien avec les enquêtés, mais cette fois dans une optique de réflexion sur les enjeux de la position d'expert, de la légitimité de l'usage des données de terrain par les décideurs politiques, que ce soit au regard d'une commande ou non. La sortie du site de l'enquête ne signifie pas la neutralisation des risques du métier.

La question de la restitution et de la réception : demande sociale et expertise publique

La question de la neutralité ne peut plus être posée aujourd'hui dans les termes des positivistes au XIXe siècle, pour qui l'accès aux faits épurés de tout jugement de valeur semblait aller de soi, ni dans ceux de Weber, quand il dissociait ses engagements politiques de l'exigence de *Wertfreiheit* en sociologie, ni dans ceux de Malinowski, quand il codifiait la posture désintéressée de l'ethnographe observant le village depuis sa tente. Sans doute, l'enquêteur doit faire face à des situations qui heurtent ses engagements religieux, civiques ou politiques. Il doit surmonter ses résistances, ses aversions, ses refus et ses peurs, pour se mettre à l'écoute du terrain. Il doit neutraliser ses désirs spontanés de combat, taire ses élans de protestation et de révolte, différer à plus tard et à autre part les prises de parti, pratiquer une forme d'ascèse axiologique pour laisser place à un espace et à un temps de l'enquête. Mais cette exigence, à la fois épistémologique et déontologique, se compose avec un *impératif de réflexivité* dans la production et l'usage des savoirs empiriques. L'enquêteur doit savoir et faire savoir qui il est, d'où il parle et à qui il s'adresse, à quelles problématiques il se réfère, quelles demandes cadrent sa recherche et quelles sont ses visées stratégiques. Restituer les contextes d'expérience et d'engagement des auteurs permet de repérer l'ancrage des données et des hypothèses dans des pratiques d'enquête, d'explication, d'interprétation et d'évaluation. En outre, la question de l'engagement éthique, civique ou politique est aujourd'hui de plus en plus assumée¹¹. A quoi sert et à qui sert le travail du chercheur ? Peut-on continuer à ignorer l'alliance du profane, du savant et du politique ?

Expertises

Le problème de la demande sociale et de l'expertise publique en sciences sociales et politiques connaît un regain d'intérêt depuis quelques années en France¹² et en Europe¹³. Les travaux pionniers de Roqueplo¹⁴ avaient été les premiers à éclairer la transformation de la connexion entre activités d'ordre scientifique et politique. Celle-ci n'a fait que grandir dans de nouvelles formes d'organisation de l'espace public : forums, commissions, conseils, missions. Les tribunes d'information et arènes de consultation se multiplient sur les sujets les plus variés. Le recours à l'expertise prend un tour différent selon les pays, au point que certains observateurs parlent de « styles culturels »¹⁵. Les formes de captation de cette ressource par les pouvoirs publics, les usages de rationalisation a priori ou de légitimation a posteriori de décisions politiques, les modalités de l'expertise - fondée sur des proportions variables de témoignage, de prospective, d'enquête, de rhétorique et de quantification - varient ainsi d'un pays à l'autre. De même, les configurations d'acteurs, publics et privés, impliqués dans ce que M. Callon a baptisé de « forums hybrides »¹⁶, ces espaces d'apprentissage, d'expérimentation et de délibération qui se constituent autour d'un problème public, sont extrêmement variables. Dans le cas des politiques de prévention du risque industriel¹⁷ ou de protection de l'environnement¹⁸, les organisations non gouvernementales sont associées à des partenaires industriels, financiers ou économiques, à des agences administratives, des institutions européennes, des associations professionnelles et des groupements scientifiques dans des réseaux de gouvernance. Elles participent aux consultations ainsi qu'aux campagnes d'information et de sensibilisation du public : la notion émergente de « démocratie technique », qui n'est pas sans rappeler le pragmatisme de J. Dewey¹⁹, pointe vers des nouveaux types de transaction et de compromis entre savoirs experts et savoirs profanes..

En Europe, l'institutionnalisation de l'expertise est un état de fait et elle participe activement de la fabrique des politiques publiques dans des registres aussi variés que la santé, l'énergie ou l'environnement, les transports ou les télécommunications²⁰. L'expertise est un élément central de la légitimation du politique, justifiée par sa capacité de prévision dans un monde incertain. Le rôle de l'expert, défini par une compétence dans un registre particulier, serait cantonné au domaine de l'évaluation technique. La sélection qu'il opère dans les informations qu'il met en ordre et l'accent qu'il met sur certains aspects plutôt que d'autres incorporent pourtant un rapport à des valeurs, quand ce n'est pas une position partisane. L'expert peut par exemple être tenté de protéger ses ressources financières en ménageant son commanditaire dans le cas d'un audit ou adopter une stratégie de présentation des résultats très modérée pour avoir une chance d'être entendu. Il est toujours pris dans la tension entre énoncer des propositions qui lui semblent vraies et anticiper les conséquences bonnes ou mauvaises de ces propositions au cas où elles inspireraient une politique. De ce point de vue, l'expertise est un art qui requiert prudence et lucidité.

L'expert circule entre plusieurs scènes institutionnelles -universitaires, médiatiques, judiciaires, administratives ou politiques. Il participe à plusieurs espaces-temps de réflexion, de polémique ou de controverse, où il entre dans des relations de coopération et de compétition, d'alliance et de conflit avec d'autres protagonistes. Sa crédibilité est renforcée par la circulation de lui-même et de son savoir entre les différentes scènes - la reconnaissance par les médias ayant un rôle primordial pour forger une réputation²¹. En posant la question de l'utilité sociale et politique des savoirs en relation avec un impératif pratique, les dilemmes de l'expertise en sciences sociales soulèvent aussi celle

des divergences potentielles en termes de valeurs²². L'avis d'une personnalité scientifique dont la compétence et l'autorité sont admises par ses pairs, par le commanditaire et par le public (à travers un parcours, une expérience, des titres, des publications) est indissociable de l'appréciation des usages qui en seront faits. Que penser de l'engagement scientifique dans des situations d'enquête où l'expertise sert à l'évidence à légitimer des décisions que l'on juge intenable ? Que doit faire l'« enquêteur » quand les « enquêtés » lui demandent d'agir pour leur compte et tentent de l'impliquer dans leurs dénonciations et revendications ?

Une publication est destinée à être lue par des publics multiples. Elle tente de cibler ses auditoires en produisant les cadres de sa réception. Elle est l'enjeu de pratiques d'appropriation et d'application et peut être utilisée dans des positionnements stratégiques entre acteurs. Ce qui vaut pour le chercheur comme analyse a le statut d'un jugement moral ou politique pour les acteurs, et sert comme répertoire d'informations et d'arguments au service d'une cause ou d'un objectif. Depuis le 11 septembre 2001, les acteurs de l'islam turc d'Allemagne sont ainsi particulièrement attentifs aux publications journalistiques ou scientifiques à leur sujet. Ce souci de leur image publique est lié au désir de ne pas compromettre le processus d'institutionnalisation de l'islam dans certains *Länder* (régions) et aux effets néfastes qu'aurait la mise en évidence de liens avec des réseaux d'activistes islamistes. Une publication peut faire ou défaire les réputations des personnages, individuels et collectifs, qu'elle met en récit. Les mésaventures d'enquêteurs confrontés à des révoltes d'enquêtés mécontents²³ ou, au contraire, le recyclage par les mouvements nationalistes des connaissances folkloristes, ethnologiques ou historiques montrent à quel point le moment du « rendre public » est un moment clef d'articulation des savoirs et des pouvoirs. L'enquêteur commute de son statut de « savant » à celui de « publiciste », parfois de citoyen ordinaire, de militant actif ou de responsable politique. Quels sont les risques de suites indésirables et incontrôlables de la publication et comment maîtriser les distorsions qui peuvent surgir dans l'action ? De quel ordre sont les conséquences embarrassantes pour les enquêtés et comment verrouiller, autant que faire se peut, les incompréhensions des mass médias ? Comment provoquer ou ne pas provoquer tel effet performatif sur un mouvement social ou une situation politique, sur une délibération législative ou sur une décision gouvernementale ? Tous ces dilemmes éthiques, civiques et politiques ne cessent de se poser, avec plus ou moins de force, selon les corpus de données.

D'une certaine façon, les sciences sociales redécouvrent leur dimension de connaissance morale et pratique, destinée à la définition et la résolution des problèmes sociaux et soutenant la formation du jugement dans l'action publique. Les savants prennent conscience de leur implication toujours plus compliquée dans des arènes où ils n'ont pas le monopole de la « vérité scientifique », mais où leur savoir résulte aussi d'une activité de coopération avec des citoyens ordinaires, des techniciens et des politiques. Les experts ne sont pas une catégorie sociale à part, même s'il existe des cabinets de consultants spécialisés. Leur statut est avant tout lié à une fonction, qui tend sans doute à se spécialiser et à se professionnaliser, mais dont l'autorité est consentie par le mandat accordé par l'un des acteurs de l'espace public (médias, associations d'usagers, agences administratives, organisations syndicales ou politiques). L'expertise vise alors à mobiliser des savoirs généralistes ou des savoir-faire plus spécialisés à des fins pratiques, situées et datées²⁴. La position de l'expert, tenue secrète ou médiatisée à l'extrême, devient capitale dans la production, la circulation et

la réception des connaissances de sciences sociales et de sciences politiques, comme Olivier Roy²⁵ ou Patrick Weil²⁶ l'ont par exemple analysé. Robert Castel a de son côté dessiné la figure de l'« expert instituant »²⁷, qui rassemble les pièces du dossier d'une affaire ou d'un scandale ou recueille toutes sortes de preuves, de témoignages et d'indices d'un « problème » jusqu'à l'ignorer. Il s'auto-constitue comme expert dans le même mouvement où il constitue une cause à défendre. Le travail de P. Vidal-Naquet vis-à-vis de la guerre d'Algérie ou du journaliste J.-L. Einaudi vis-à-vis du massacre de 1961²⁸ est de ce point de vue exemplaire.

La commande par des institutions publiques comme les Ministères de l'environnement ou les Directions de l'Équipement, la citation dans des procès au pénal, au Tribunal International de La Haye ou à la Cour Européenne de Justice, l'instruction de dossiers comme ceux des prions, de l'amiante ou de la radioactivité²⁹ sont autant de situations où rapports, consultations, témoignages, évaluations, alertes, plaidoyers ou argumentations sont attendus des chercheurs en histoire, sciences sociales et politiques³⁰. L'expertise est bel et bien une forme d'engagement, quelle que soit la discipline concernée, en ce qu'elle s'inscrit dans une commande publique³¹ élaborée en réponse à une demande sociale³².

Historiens et juges ³³

De plus en plus, les historiens sont amenés en France à intervenir dans l'espace public³⁴. L'exigence de témoigner et de transmettre, la demande de récits fiables de la part de la presse, la production de savoirs pédagogiques destinés aux écoles, la contribution aux politiques culturelles, à la commémoration du bicentenaire de 1789, aux musées des guerres mondiales et la convocation des historiens au prétoire lors de la mise en accusation des criminels nazis et de leurs complices les ont éloignés du seul travail d'archives³⁵. La soif de mémoire qui n'a fait que s'accroître depuis les années quarante-vingt a donné lieu à toutes sortes d'entreprises éditoriales, comme *Les lieux de mémoire* dirigés par P. Nora, et de programmes médiatiques, dont l'un des plus notoires a été édité par M. Ferro. Elle a aussi été canalisée et impulsée par l'État, qui a fait des politiques de patrimonialisation et de muséification l'un des axes de sa politique culturelle. Des divergences ont émergé de manière plus explicite face à la participation des historiens à des procédures judiciaires. Ce mouvement de critique de la position d'expert occupée par les historiens date de l'Affaire Dreyfus : les chartistes avaient été conduits à mettre leurs techniques de critique des sources au service de la justice³⁶. Il a été réactivé en particulier autour du débat autour du révisionnisme et du négationnisme à propos de l'Holocauste³⁷. Les procès de Nuremberg ou de Francfort, ceux d'Eichmann, de Barbie, Touvier³⁸ ou Papon³⁹ ont, plus près de nous, fait peu à peu émerger une figure de l'historien comme « expert » ou « témoin » en justice. En retour, la justice produit nombre de documents au cours de l'instruction, reconvertis par la suite en sources pour l'historien. Un chassé-croisé se met ainsi en place entre vérité historique et vérité judiciaire⁴⁰. Dans quelle mesure l'historien se distingue-t-il du juge lorsque, dans un procès, sa présentation du contexte historique contribue à asseoir la culpabilité de l'accusé ? N'outrepasse-t-il pas ses prérogatives en allant au-delà de l'établissement des faits et en configurant ces faits dans des interprétations qui peuvent affecter le jugement final ? Les historiens sont dorénavant investis d'un rôle crucial pour la justice dans la compréhension de la Résistance et de la collaboration, de Vichy⁴¹ et de l'épuration⁴², et à présent de la guerre d'Algérie - autant de points aveugles de la mémoire collective, non sans risque pour l'analyste face à des enjeux

encore si passionnels⁴³. Pour autant, leur statut n'est pas clair. C'est précisément ce flou qui conduit certains d'entre eux à refuser de se joindre au cortège des historiens-témoins-experts. Henry Rousso, actuel directeur de l'IHTP, explique son refus de témoigner dans le procès Papon en le rapportant au risque de voir instrumentalisés les propos des historiens⁴⁴. La « judiciarisation de l'histoire » produirait une confusion des genres, qui subordonne le travail de l'enquête à la nécessité de juger et qui tend à orienter l'interprétation pour la faire cadrer avec des catégories juridiques, comme celle de « crime contre l'humanité ». Au bout du compte, l'historien organise ses données d'archives comme autant de faisceaux d'indices et reconstruit les contextes de sens qui permettent au juge de qualifier les actes des inculpés⁴⁵. Combattre le mensonge, assumer la « fonction sociale » ou le « rôle civique » de l'historien⁴⁶, à la tâche d'autant plus singulière qu'il a affaire à des « sources orales », en chair et en os, se battre pour l'accès à certaines archives inaccessibles, au nom d'un droit de savoir : au-delà de l'expertise orientée vers une action publique déterminée, comme la participation aux commissions créées pour établir la responsabilité de plusieurs institutions dans la déportation et la spoliation des juifs⁴⁷, l'historien répond à une attente des citoyens, apporte des éléments de réponse empirique aux questions de l'opinion publique et contribue aussi au jugement sur certains des protagonistes de l'histoire récente. Si cette exposition des historiens sur les scènes médiatiques et judiciaires est relativement récente, d'autres disciplines des sciences humaines et sociales présentent un lien plus « immédiat » avec ce mouvement d'engagement du chercheur.

NOTES

1. . Branche R., *La torture et l'armée pendant la guerre d'Algérie 1954-1962*, Paris, Gallimard, 2001.
2. . Starn O., « Missing the Revolution : Anthropologists and the War in Peru », *Cultural Anthropology*, 1991, 6, pp. 63-91 ; Mayer E., « Peru in Deep Trouble : Mario Vargas Llosa's 'Inquest in the Andes' Reexamined », *idem*, pp. 466-504.
3. . Bougarel X., *Bosnie. Anatomie d'un conflit*, Paris, La Découverte, 1996.
4. . Povrzanović M., « Ethnography of a War : Croatia 1991-1992 », *Anthropology of East Europe Review*, War Among the Yugoslavs, Autumn 1993, 11, 1-2 ; Povrzanović Frykman M., « Identities in War : Embodiments of Violence and Places of Belonging », *Etnologia Europaea*, 1997, 27, pp. 153-162.
5. . Taussig M., « Culture of Terror : Roger Casement's Putumayo Report and the Explanation of Torture », *Comparative Study of Society and History*, 1984, 26, pp. 467-497.
6. . Green L., « Living in a State of Fear », in C. Nordstrom, A. Robben (eds.), *Fieldwork Under Fire : Contemporary Studies of Violence and Survival*, Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 1995, pp. 105-127.

7. . Nordstrom C., « War on the Front Lines », in Nordstrom & Robben, op. cit., 1995, pp. 129-153 ; Nordstrom C., *A Different Kind of War Story (Ethnography of Political Violence)*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1997.
8. . Nordstrom C., « The Backyard Front », in Nordstrom & Martin, op. cit., 1992, pp. 260-273.
9. . Comaroff J., *Body of Power, Spirit of Resistance : The Culture and History of a South African People*, Chicago, University of Chicago Press, 1985.
10. . Scott J. C., *Weapons of the Weak : Everyday Forms of Peasant Resistance*, New Haven, Yale University Press, 1987.
11. . Dans le registre militant : Foucault M., « La fonction politique de l'intellectuel » [nov. 1976] in *Dits et écrits 1976-1979*, vol. 3, Paris, Gallimard, 1994, texte n° 184, pp. 109-114 ou Mauger M., « L'engagement sociologique », *Critique*, 1995, n° 579-580.
12. . Pour un point de repère sur la reconnaissance de l'expertise sociologique en France dans les années 1960 : Crozier M., « The Cultural Revolution : Notes on the Changes in the Intellectual Climate in France », *Daedalus*, 1964, pp. 514-542. Tout récemment, dans un séminaire EHESS co-organisé en 2001 par P. Urfalino et C. Herzlich, sont intervenus, entre autres, I. Théry sur une typologie des situations d'expertise et F. Chateauraynaud sur les critères épistémiques de l'expertise, P. Lascoumes sur la place des savoirs profanes en sciences sociales et N. Dodier sur vingt ans de recherche médicale sur le sida, Y. Thomas sur l'expertise juridique et A. Bensa et F. Dubet sur l'expertise politique. Voir aussi : Damamme D. (dir.), « Expertise et engagement politique », *Cahiers Politiques*, mai 2001, pp. 9-124.
13. . Sur la situation européenne au tournant des années 1980 : Wagner P., « Les sciences sociales et l'Etat en Europe occidentale continentale : la structuration du discours disciplinaire », *Revue internationale des sciences sociales*, 1989, 122, pp. 563-589. Sur la situation britannique : Payne G., Cross M. (eds.), *Sociology in Action : Applications and Opportunities for the 1990s*, Londres, Macmillan, 1993.
14. . Roqueplo P., *Pluies acides : menaces pour l'Europe*, Paris, Economica, 1988 ; *Climats sous surveillance*, Paris, Economica, 1993.
15. . Ortwin R., « Cultural Styles : Styles of Using Scientific Expertise : A Comparative Framework », in *Science and Public Policy*, June 1995, 22, 3, pp. 147-156. Pour l'application de la notion d'experts à d'autres aires géographiques : Geschiere P., « Witch-doctors et spin-doctors. Le rôle des 'experts' dans la vie politique en Afrique et aux Etats-Unis », in J.-L. Briquet (dir.), « L'économie politique du secret », *Politix*, 2001, n°54, pp. 15-42 (sur les analogies entre les guérisseurs dans la vie politique africaine et les experts en communication publique dans les démocraties occidentales) et Jaffrelot C., « Guru et politique en Inde. Des éminences grises à visage découvert ? », *Ibid.*, pp. 75-94.
16. . Callon M., Lascoumes P., Barthe Y., *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris, Seuil, 2001.
17. . Voir par exemple, sur la crise de l'infection par les prions en Grande-Bretagne : « Retour d'expérience : théorie et pratique », in *Cahiers du GIS Risques collectifs et situations de crise*, 2001, 1 - ce Groupement d'intérêt scientifique est dirigé par Claude Gilbert au CERAT à Grenoble ; ou Barthe Y., Lemieux C., « Les risques collectifs sous le regard des sciences du politique », *Politix*, 1998, n° 44, pp. 7-28.
18. . De Marchi B., « Social Sciences : Environmental Problems, Policy Decisions and Risk Communication : What Is the Role of the Social Sciences ? », *Science and Public Policy*, June 1995, 22, 3, pp. 157-161.

19. . Dewey J., *The Public and Its Problems*, New York, Henry Holt and Co, 1927.
20. . Horlick-Jones T., De Marchi B. (eds.), « Special Issue on Scientific Expertise in Europe », in *Science and Public Policy*, 1995, vol. 22, n°3, pp. 138-207.
21. . Slovic P., « Perceived Risk, Trust and Democracy », *Risk Analysis*, 1993, 13, 6, pp. 675-682.
22. . Il ne s'agit pas seulement de conflits d'intérêt personnel, de réputation ou de dominance entre chercheurs, mais de loyauté vis-à-vis d'une école de pensée, d'une thèse idéologique ou d'un programme politique ou de convictions éthiques et civiques.
23. . Vidich A., Bensman J., « The Springdale Case : Academic Bureaucrats and Sensitive Townspeople », in A. Vidich, J. Bensman, M. Stein (eds.), *Reflections on Community Studies*, op. cit., 1964, pp. 313-349 ; Brettell C. B. (ed), *When They Read What We Write*, Westport, Bergin and Garvey, 1993.
24. . Sur l'historique de l'usage du terme : Delmas C., « Pour une définition non positiviste de l'expertise (note de travail) », *Cahiers Politiques*, mai 2001, pp. 11-43, qui distingue entre expert spécialiste et expert généraliste.
25. . Roy O., « Les politologues ont-ils inventé l'islamisme ? », *Esprit*, août-septembre 2001.
26. . Chargé par Lionel Jospin en 1997 d'une mission sur les modalités d'entrée et de séjour des étrangers en France et sur l'attribution de la nationalité française, P. Weil évoque le « patriotisme » des chercheurs répondant à l'appel du politique et la responsabilité qui pèse sur leurs épaules : Weil P., « Le chercheur et la décision politique », *Critique internationale*, 1998, n°1, pp. 44-53.
27. . Voir aussi R. Castel, « L'expert mandaté et l'expert instituant », in CRESAL, *Situations d'expertise et socialisation des savoirs*, Saint-Etienne, CRESAL, 1985.
28. . Einaudi J.-L., *La bataille de Paris. 17 octobre 1961*, Paris, Seuil, 1991.
29. . Chateauraynaud F., Torny D., *Les sombres précurseurs. Une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque*, Paris, Editions de l'Ehess, 1999.
30. . Trépos J.-Y., *La sociologie de l'expertise*, Paris, PUF, 1996.
31. . La politique du New Deal de l'administration Roosevelt a été cruciale pour conforter une figure de l'expert aux Etats-Unis, liée au mouvement de leur professionnalisation des sciences sociales, à la montée en puissance de l'enquête statistique et au renforcement des grandes agences fédérales. Pour le cas spécifique du droit : Vauchez A., « Entre droit et sciences sociales. Retour sur l'histoire du mouvement Law and Society », *Genèses*, décembre 2001, 45, pp. 134-149.
32. . Parlant de la responsabilité du savoir des anthropologues face aux stratégies de résistance et d'émancipation de leurs « enquêtés », B. Weber, op. cit., pp. 81-82, identifie six secteurs de l'anthropological advocacy : la terre, la santé, la justice, l'éducation, l'économie sociale et l'environnement.
33. . Les questions abordées dans ce paragraphe seront au cœur d'un prochain numéro de *Cultures & Conflits* (Faut-il juger les dictateurs ?) portant sur la construction des normes dans l'espace international.
34. . Voir le numéro spécial « Expertises historiennes », *Sociétés contemporaines*, 2000, n°39, en particulier l'article introductif : Damamme D., Lavabre M.-C., « Les historiens dans l'espace public », pp. 5-21. Sur le rôle des historiens allemands dans l'expérience nazie : Schöttler P., *Geschichtsschreibung als Legitimationswissenschaft 1918-1945*, Francfort, Suhrkamp, 1998.
35. . Brayard F (dir.), *Le Génocide des Juifs entre procès et histoire 1943-2000*, Bruxelles, Editions Complexe, 2000 (notamment Brayard F., « Juges et historiens. Sur un segment

- et deux triangles » ; Roussio H., « Juger le passé ? Justice et histoire en France », Prost A., « L'historien, le juge, le témoin et l'accusé »).
36. . Duclert V., *L'Affaire Dreyfus*, Paris, La Découverte, 1994.
37. . Brayard F., Kotek J., *La négation de la Shoa, un phénomène de falsification historique. Histoire et mise en perspectives*, Bruxelles, Complexe, 1998.
38. . Rémond R. et al., *Paul Touvier et l'Eglise*, Paris, Fayard, 1992.
39. . Ribemont T., « Le procès Papon : un cas d'expertise historique ? », *Cahiers Politiques*, mai 2001, pp. 73-94.
40. . On peut renvoyer à la démarche exemplaire de C. Ginzburg, *Le juge et l'historien. Considérations en marge du procès Sofri* [1991], Lagrasse, Verdier, 1997.
41. . Roussio H., Conan E., *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Paris, Gallimard, 1996 ; Roussio H., *Vichy. L'événement, la mémoire, l'histoire*, Paris, Gallimard, 2001.
42. . Pour son aspect fondateur dans l'historiographie du gouvernement de Vichy et le rôle de son auteur dans le procès Papon, on consultera R. Paxton, *Vichy France : Old Guard and New Order 1940-1944*, New York, Columbia University Press, 1972 et Marrus M., Paxton R., *Vichy France and the Jews*, New York, Schocken Books, 1983.
43. . Voir les travaux de Benjamin Stora sur la guerre d'Algérie, en particulier *La gangrène et l'oubli. La mémoire de la guerre d'Algérie*, Paris, La Découverte, 1991.
44. . A la différence de nombreux auteurs d'histoire contemporaine (J.-P. Azema, R. Paxton, R. Rémond) : Roussio H., *La hantise du passé*, Paris, Textuel, 1998. Voir aussi la controverse Roussio-Noiriel autour du livre de G. Noiriel, *Les origines républicaines de Vichy*, Paris, Hachette, 1999.
45. . Thomas Y., « La vérité, le temps, le juge et l'historien », *Le Débat*, 1998, 102, dossier Vérité judiciaire, vérité historique.
46. . Dans un petit texte, « L'histoire du temps présent, vingt ans après », H. Roussio se place sous l'autorité de L. Febvre, « Avant-Propos », *Cahiers d'histoire de la guerre*, janv. 1949, pp. 1-3 : « Le Comité français d'Histoire de la Guerre veut servir modestement, patiemment, laborieusement la vérité, en aidant les travailleurs à l'établir, et donc à renverser le Babel de mensonges, d'inventions, de vérités doubles ou triples qui empêchent de voir clair dans les événements ». « Faire en toute conscience sa besogne d'historiens professionnels » tout en travaillant à « l'éducation du sens critique » et en remédiant à la « défaite de l'intelligence ».
47. . En France, on citera, parmi d'autres, la Commission Matteoli sur l'aryanisation en France ou les commissions sur les banques, les musées nationaux ou le « fichier juif ».

INDEX

Mots-clés : sociologie, risques